

Éclaireur Progrès St-Georges de Beauce

Les dépanneurs réclament une baisse des taxes sur le tabac

VICKY KENTY

Actualité - Publié le 10 juin 2009 à 15:13



La propriétaire de l'Accommodation 7-23 de Saint-Georges, Louise-Anne Maheux et le vice-président de l'Association québécoise des dépanneurs en alimentation, Michel Gadbois.

Le vice-président principal de l'Association canadienne québécoise des dépanneurs en alimentation (ACDA-AQDA), Michel Gadbois s'est arrêté à l'Accommodation 7-23 de Saint-Georges dans le cadre d'une tournée provinciale visant à réclamer une baisse des taxes sur les produits du tabac.

M. Gadbois soutient qu'une baisse significative des taxes pourrait éliminer la concurrence déloyale créée par la contrebande. Il y a 60 % du prix d'un paquet de cigarettes qui s'en va actuellement dans les coffres des deux gouvernements. Un paquet de cigarettes de marque ordinaire se détaille presque à 10 \$. «Il est possible de trouver des ziplocks équivalents à un paquet (25 cigarettes) à un dollar dans les cours d'école», affirme M. Gadbois.

Selon une étude menée par Léger Marketing, les fumeurs préféreraient dans 70% des cas se procurer un paquet de cigarettes dans un dépanneur s'ils le payaient autour de 6 \$, en raison du goût.

En prenant en compte que pour être rentable un réseau de distribution doit être vaste, bien organisé et compter une clientèle nombreuse, ceux-ci tomberaient rapidement. «Il resterait environ 100 000 fumeurs à fournir en cigarettes de contrebande. C'est insuffisant pour que ça continue», dit-il.

Hausse des fumeurs

Alors que le nombre de fumeurs diminuait chaque année depuis 15 ans selon les chiffres rapportés par M. Gadbois, l'an dernier, ils ont connu une hausse de 2 %. «Ce sont les jeunes de 20-24 ans qui fument le plus. Ce sont eux qui avaient 16 ans quand les réseaux de contrebandes ont commencé à s'organiser», commente-t-il. Il ajoute que ceux-ci ont eu plus facilement accès aux cigarettes.

M. Gadbois soutient qu'en ne baissant pas les taxes, le gouvernement consent à rendre le produit plus facile d'accès aux mineurs, en plus d'encourager les réseaux criminels.

Chiffres biaisés ?

En réaction à la campagne menée par l'ACDA-AQDA, la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac affirme qu'il serait davantage profitable que le gouvernement agisse directement auprès des groupes criminalisés. Alors que l'ACDA-AQDA croit que le prix influence peu la décision de fumer ou non, la coalition affirme que ça joue dans la décision de 45 % des fumeurs. Elle accuse même l'ACDA-AQDA de jouer avec les chiffres et d'avoir biaisé les questions de sondage pour obtenir ces résultats.

La coalition soutient que le véritable intérêt de l'ACDA-AQDA est de protéger les intérêts financiers de ses membres, au détriment de la santé de la population.